



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Tout changer, rien lâcher

Une liste NPA aux élections régionales

Liste conduite par Christine Poupin

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Février 2010

Urgence sociale, urgence écologique

Gouvernement et patronat s'entendent à merveille pour nous faire payer la crise de « leur » système.

Les milliards soi-disant impossibles à trouver pour les salaires, les chômeurs, les services publics, Sarkozy les a pourtant fait couler à flot pour les banques, les actionnaires des grands groupes, automobiles en particulier.

La course au profit est en responsable de la crise écologique qui menace la planète. Comment y remédier sans s'opposer à l'explosion des transports routiers, à l'agriculture intensive, aux grandes firmes pétrolières et agroalimentaires qui pillent les richesses naturelles sans souci de l'avenir.

Il est bien temps d'en finir avec le capitalisme. Alors, aux côtés de tous ceux qui le font déjà, quoi de plus légitime que de se battre :

- contre toutes les suppressions d'emplois, pour l'interdiction des licenciements, de la précarité, et une réduction du temps de travail suffisante pour partager le travail entre tous et toutes.
- pour une augmentation du pouvoir d'achat : 300€ nets de plus pour les salaires, aucun revenu (salaire, retraite, allocation..) inférieur à 1500€ nets, y compris pour les jeunes en formation.
- pour des services publics et un environnement de qualité : écoles, santé, logement, retraite, transports...

Halte au racisme

En favorisant les pires dérives racistes avec le débat sur l'identité nationale, Sarkozy et son gouvernement espèrent faire oublier les dégâts de leur politique.

Ensemble, combattons ce racisme dont l'objectif est de nous diviser.

Il est grand temps d'inverser le cours des choses

Pas d'illusion ! Inverser le cours des choses suppose de s'en prendre à la logique du profit, au système capitaliste lui-même. Cela ne deviendra pas réalité sans d'immenses mobilisations populaires, sans un « Tous Ensemble » décidé à aller jusqu'au bout pour imposer la satisfaction des besoins sociaux

Néanmoins par notre vote :

Nous pouvons sanctionner ceux qui nous expliquent que le capitalisme est notre seul avenir, qu'il faut se résigner à ce système injuste, inégalitaire et discriminatoire.

Nous pouvons affirmer que nous ne nous sentons pas représentés par cette gauche incarnée par le PS et ses alliés PC et Verts. A la tête de la plupart des régions depuis 2004, ils prétendaient en faire des bastions-remparts contre la politique de Sarkozy. Résultat, en Haute-Normandie, comme ailleurs des millions d'argent public sont distribués aux entreprises de l'automobile, du pétrole, de la pharmacie qui pourtant suppriment des emplois, licencient et polluent. Le rail reste sacrifié au tout routier. L'argent public subventionne les lycées privés. Cette gauche-là s'adapte au système en place et finit par avoir une politique très proche de celle de la droite.

Nous pouvons dire que nous voulons prendre nos affaires en mains et imposer notre contrôle sur la marche de l'économie et de la société.

Nous pouvons envoyer au Conseil Régional des élu(e)s NPA pour défendre une politique au service des travailleurs, des jeunes et des classes populaires

Des élu(e)s qui seraient à la fois porte-parole et partie prenante des luttes et des mobilisations qui seules peuvent changer réellement les choses. **Pour ensemble, Tout changer, rien lâcher !**

Le 2 février 2010.

NE BATTONS PAS EN RETRAITE !



Fidèle à sa tactique, le gouvernement a lancé une campagne de désinformation et de démoralisation sur la question des retraites avant « les négociations » qui s'ouvriront avant l'été 2010. Et ce désarroi est renforcé par les déclarations de certains « responsables » politiques et syndicaux.

Pour Martine Aubry, « on doit aller très certainement, on va aller très certainement, vers 61 ans ou 62 ans ». François Chérèque, de la CFDT, emboîte le pas en souhaitant un débat « sans tabou » sur la question, espérant un « consensus national ». Pour lui, « la France n'a pas besoin d'un conflit sur ce sujet ». Si FO et la CGT affirment leur volonté de défendre le système de retraites par répartition et refusent tout allongement du temps de cotisations et le recul de l'âge légal de départ, beaucoup d'ambiguïtés se cachent derrière leur refus de réaffirmer le retour aux 37,5 annuités de cotisation.

Pourtant, les moyens de financement existent: de la suppression de toutes les exonérations de cotisations patronales à l'augmentation de ces mêmes cotisations, en puisant dans les faramineux profits réalisés par les entreprises. Alors oui, préparons nous à refuser l'allongement de la durée de cotisation, qui n'est qu'un moyen de baisser le montant des retraites. Exigeons le droit à la retraite avant 60 ans pour les salariés ayant cotisé 37 ans et demi et au plus tard à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), avec 75 % du salaire et un revenu minimum de 1 500 euros net.

Pour gagner la bataille sur les retraites, il va falloir emprunter la voie de la mobilisation pour le « non » au référendum sur le Traité sur la Constitution européenne ou celle du CPE, en nous souvenant que c'est la mobilisation des jeunes, à la base, qui a imposé l'unité aux confédérations et fait reculer le gouvernement.



M-REAL : INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

À M-Real, à Alizay dans l'Eure, les travailleurs se battent contre les 99 licenciements annoncés et contre la fermeture de l'usine de pâte à papier avec le « Collectif pour le maintien et le développement de l'emploi chez M-Real ». En se manifestant dans leur usine, sur les ronds-points environnants, auprès du ministre de l'agriculture, à Evreux devant la préfecture, ils imposent leurs exigences, au-delà du baratin et des larmes de crocodiles du personnel politique et des autorités de l'Etat. Mercredi 27 janvier, les travailleurs de M-Real,

soutenus par des délégations d'autres usines, le NPA, le PCF, le PS, le PG, les Verts, sont venus en force se faire entendre à la table ronde présidée par la préfète. À la sortie, la procédure PSE est prolongée de un mois - voire de deux. Ceci afin de permettre au CE de travailler sur des projets alternatifs.

De cette action, les travailleurs ressentent une forte fierté : celle d'avoir su autant mobiliser autour de leur combat contre les licenciements, et aussi d'avoir réussi à faire reculer partiellement la direction M Real. Dans les esprits, tout le monde est conscient que cette victoire devra être suivie par d'autres, pour faire avaler à M Real son arrogance.

Aussi personne n'est dupe. Lemaire, ministre-candidat-UMP aux Régionales tente de redorer son image pendant la campagne. Une raison de plus de taper le plus fort possible pour gagner sur les licenciements.

Pour le NPA, le droit à l'emploi passe avant celui des actionnaires finlandais : **réquisition de l'entreprise par l'état, sans indemnités, sous contrôle des travailleurs.**

DÉFENDRE L'IVG : L'AFFAIRE DE TOUS !

Après les grosses manifs du début des années 1970, on avait obtenu la loi Veil. En 1975, on pouvait penser que la question de l'IVG était réglée, mais on avait continué la lutte pour de meilleures conditions d'avortement et des délais plus longs. En 2001, c'était fait. Depuis on pensait qu'il ne pouvait plus rien arriver et que le droit à disposer de son corps était acquis. C'était sans compter sur ce gouvernement et ses lois hospitalières qui visent à détruire l'hôpital public et tous les actes qui n'apportent pas de profits. La loi Bachelot accélère la logique de rentabilité à l'hôpital. Son objectif : diminuer les dépenses à tout prix, travailler plus avec moins de personnel...

Or, l'avortement est toujours très peu remboursé, et il est très facile de supprimer un centre d'IVG dont le public ne se manifesterait pas trop.

La pression sociale contre le droit à l'avortement et à la contraception existe toujours comme le montre le refus que les infirmières scolaires puissent prescrire la pilule du lendemain.

Depuis 2009, les centres IVG ferment les uns après les autres pour être regroupés dans des «grands» centres qui étaient déjà débordés et qui ne bénéficieront d'aucune augmentation de personnel pour assurer un accueil des femmes correct et dans les délais légaux.

La politique de restriction budgétaire se fait encore et toujours sur le dos des plus fragiles : les plus pauvres et les femmes.

Ce combat est donc toujours d'actualité. Il faut se battre pour la liberté de toutes les femmes à disposer de leur corps.

Pour nous contacter :

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>